

ENTRETIEN AVEC **Laurent Frajerman<sup>(1)</sup>****Chercheur au Centre d'histoire sociale du xx<sup>e</sup> siècle (Paris I)****et responsable du chantier « syndicalisme » de l'Institut de recherches de la FSU**

La FSU est imprégnée par la culture syndicale créée par la FEN. Il faut, pour le comprendre, revenir à la IV<sup>e</sup> République, période marquée par l'essor du communisme en milieu enseignant et par la mise en place d'un modèle syndical original.

**On présente souvent le syndicalisme enseignant comme conservateur sur le plan pédagogique. Qu'en est-il ?**

Cette idée un peu paresseuse s'appuie sur deux réalités : d'une part, le syndicalisme enseignant a participé à construire puis à pérenniser les identités professionnelles. En 1954, on compte 190 000 instituteurs, 60 000 professeurs et seulement 6 000 universitaires (aujourd'hui, 90 000 personnes enseignent dans le seul supérieur !). D'autre part, ce syndicalisme se caractérise par son fort investissement sur le métier et non pas seulement sur les revendications classiques (salaires, emploi, etc.). Sous la IV<sup>e</sup> République, la puissante Fédération de l'Éducation Nationale participe à la gestion du système éducatif. Elle est un partenaire écouté du ministère. Du coup, elle est considérée comme comptable des difficultés de la démocratisation. Pourtant, la FEN a participé es qualités à la commission Langevin/Wallon et a soutenu son projet de fusion des ordres primaires et secondaires (l'enseignement était scindé en deux, en fonction du milieu social). Mais ses dirigeants sont paralysés par la rivalité entre le SNI (instituteurs), dominant, et le SNES (professeurs). Leur incapacité à élaborer et imposer une réforme progressiste de l'enseignement a laissé le champ libre sous la V<sup>e</sup> République à la politique de démocratisation *a minima* dont nous souffrons encore aujourd'hui.

**Quelles sont ses revendications phares ?**

Le syndicalisme enseignant est le seul à développer de véritables services aux adhérents, depuis qu'il a contraint l'administration à lui laisser un droit de regard sur les carrières, en échange d'une régulation des relations sociales. Véritable service parapublic, il assure une fonction réparatrice des erreurs de l'administration. Cet aspect est moins flagrant à l'université, dont la gestion du personnel est très différente. La dimension fonctionnaire compte également : la FEN construit ses revendications en fonction des normes étatiques, du statut et en comparaison des acquis des autres fonctionnaires. Elle se veut aussi le meilleur soutien



© DRH

Le syndicalisme enseignant, véritable service parapublic, assure une fonction réparatrice des erreurs de l'administration.

de l'État républicain (par exemple en 1958, lors du coup de force gaulliste), tout en préservant son indépendance. La défense du service public éducatif, de la laïcité, est identitaire dans une période d'offensive des tenants de l'école privée. Cependant, la laïcité passionne nettement plus les instituteurs que les universitaires.

**Quel bilan tirer de l'autonomie de la FEN ?**

Lors de la scission de 1948 entre la CGT et FO, la majorité de la FEN, plus proche de FO, choisit l'autonomie, au grand dam de la SFIO, qui voulait qu'une grande confédération réformatrice fasse pièce à la CGT. La FEN a ainsi préservé les réalisations de cette période : MGEN, FCPE... En restant unis, ses syndicats gardent leur emprise sur le milieu. L'École Émancipée (minorité syndicaliste révolutionnaire) soutient l'autonomie en la

présentant comme le modèle de la future réunification. Au contraire, le courant unitaire (majoritaire aujourd'hui dans la FSU) la combat et construit alors son identité sur le soutien à la CGT. Peu à peu, il accepte la réalité d'une coupure avec le syndicalisme confédéré. Le succès de l'autonomie correspond à l'écart entre ouvriers et classes moyennes. La FEN a su en jouer pour faire la médiation entre la CGT et FO ; dans les meetings unitaires, elle joue un rôle de premier plan qui dépasse largement le cadre enseignant, jusqu'à participer aux négociations de Mai 68. C'est une quasi confédération, reconnue comme telle dans les années 1970 et qui a 500 000 adhérents, plus que FO. Aujourd'hui la FSU n'est pas dans cette situation, d'autant que ses effectifs sont nettement plus réduits.

**Comment ces courants travaillent-ils ensemble ?**

Tous les choix stratégiques de la FEN s'expliquent par l'interaction entre ces courants qui est, selon les époques, plus ou moins conflictuelle. Les débats internes, fréquemment polémiques, théoriques, intéressent les militants, mais pas les adhérents. C'est encore plus vrai dans un syndicat comme le SNESUP, qui soutient généralement la minorité unitaire, mais sans que cela ne surdétermine son action syndicale. Ces débats servent à canaliser des antagonismes qui ont conduit à la scission de la plupart des organisations du « mouvement ouvrier ». Durant la guerre froide, les militants communistes et socialistes ont un seul point de contact, la FEN. La majorité relègue la minorité unitaire à une position spectatrice, en refusant tout partage des responsabilités (l'École Émancipée ne souhaite pas à l'époque en exercer). Au fond, dans l'action concrète, les différences sont moins nettes : la majorité appellera à une journée de grève, quand les minorités en voudront deux... ●

*Propos recueillis par Gisèle Jean*

(1) Auteur de *Les frères ennemis. La Fédération de l'Éducation Nationale et son courant « unitaire » sous la IV<sup>e</sup> République*, Paris, Syllepse, janvier 2014.